

Toast prononcé par M. François Mitterrand, Président de la République, lors du sommet franco-allemand, Bonn, Palais Schaumburg, jeudi 24 novembre 1983.

Monsieur le chancelier,

- Mesdames et messieurs,

- Il nous est toujours agréable de revenir dans votre pays comme nous le faisons déjà depuis deux années et demi. Nous y trouvons le meilleur accueil, et nous y construisons à notre tour une amitié. Vous avez rappelé le temps passé, en indiquant que nous en étions au 42ème sommet franco - allemand. La liste s'allongera sans aucun doute, tant à la fois il est nécessaire de poursuivre la tâche pour l'Europe et pour l'approfondissement des relations entre nos deux pays, tant aussi nous sommes assurés que les générations qui nous suivront auront compris que là est le fondement de l'équilibre et de la paix.

- Je ne reviendrai pas sur un discours déjà fait. Seulement sur un point, en évoquant les deux années qui suivirent aussitôt la deuxième guerre mondiale et qui virent une génération de jeunes gens, dont j'étais, participer à l'ébauche de ce qui allait devenir l'Europe. Vous avez vous-même, monsieur le chancelier, vécu votre jeunesse dans cet esprit, et les relations d'amitié et de compagnonnage politique auprès du chancelier Adenauer vous ont désigné dès ce moment-là pour devenir l'un des artisans de cette grande construction.

- Mais la cause n'est pas gagnée. Sans doute ce qui a été accompli sur le -plan franco - allemand est-il irréversible. Pour l'Europe c'est une autre affaire. D'abord, parce que l'Europe des dix `CEE` ne correspond pas à une réalité géographique. L'Europe a été déchirée par les lois du hasard et les lois de la guerre. Mais se sont substitués d'autres liens qui appartenaient d'une part à l'histoire et d'autre part à la culture : nous appartenons à la même civilisation. Cependant, nos intérêts souvent divergent.\

A six c'était plus facile qu'à dix : à dix était-ce ou sera-ce plus facile qu'à douze, et à douze pourquoi ne pas aller jusqu'à quinze ? Pourtant je reconnais que douze fait partie des nombres d'or, que l'on commence généralement avec douze disciples, que l'on a généralement douze mois dans l'année, j'arrête là la série. On retrouve l'un des thèmes classiques où l'Europe se trouverait peut-être à l'aise.

- Nous ne sommes pas hostiles à l'élargissement, et cette formule négative pourrait être remplacée par une formule positive. Nous sommes favorables à l'élargissement sur tous les - plans, politique, culturel et historique, qui sollicitent notre attention. Il nous reste l'économie et, de ce point de vue, il nous est encore difficile de penser que tous les problèmes soient résolus simplement parce qu'on le désirait. Estime-t-on, par exemple, que nous avons résolu tous les problèmes avec la Grande-Bretagne ? On me répondra que c'est une bonne chose que la Grande-Bretagne soit dans l'Europe et vous aurez raison. Mais cela ne rend pas la vie facile tous les jours.

- J'aimerais que nous nous épargnions des soucis supplémentaires en réglant les problèmes de l'élargissement avant plutôt qu'après. Il est difficile, d'autre part, de penser que cela marchera mieux à douze qu'à dix, si à dix on n'est pas capable de régler nos affaires. A moins de charger l'Espagne d'arbitrer nos conflits.

- Je suis donc partisan de l'élargissement. Mais il faut parler clair et ne pas imaginer que l'arrivée de deux pays nouveaux, qui sont deux pays amis, puisse être moins onéreuse pour l'Europe que de continuer la vie telle qu'elle est. Finalement, la France est loin de refuser de prendre les engagements pour que l'Espagne et le Portugal sachent que l'on donne à ces pays des rendez-

engagements pour que l'Espagne et le Portugal sachent que l'on donne à ces pays des rendez-vous précis. Nous ne sommes pas contraints de leur dire aujourd'hui oui ou non, mais la morale et l'amitié nous obligent à leur dire que le temps ne sera pas long où l'on aura dit oui ou non. Je souhaite que l'on puisse dire oui, ce qui suppose que l'on se mette au travail sans tarder pour en réunir les nécessaires conditions.\

Du paquet des problèmes posés dans des termes très clairs par vous-même, cher ami, à Stuttgart, il nous faut maintenant démêler les différents éléments. Je crois que c'est possible, même si je ne dissimule pas la difficulté de la chose. Mais vous ne nous verrez pas arriver à Athènes avec l'intention de nous renfermer dans une série de refus. Nous ne pourrions pas non plus bâtir un accord à nous seuls, ce qui veut dire que c'est au travers d'une volonté politique que seront éclairées les voies à suivre pour parvenir à un accord économique, technique et financier, monétaire et le reste.

- C'est cette volonté politique, monsieur le chancelier `Helmut Kohl`, que vous avez montrée pendant le temps de votre présidence. Je pensais même que c'est cette volonté qui a sauvé la conférence de Stuttgart et j'ai retrouvé l'écho de cette volonté dans votre allocution de tout à l'heure. Cette conviction, on la découvre dans toute votre existence politique, dans d'autres domaines que celui de la construction de l'Europe : votre attachement aux valeurs occidentales, votre courage devant les menaces et les difficultés au moment d'un choix difficile `implantation des fusées Pershing en RFA`, plus difficile pour votre pays que pour tout autre.\

Vous évoquiez tout à l'heure, monsieur le chancelier, l'exposé que j'ai fait il y a quelques temps devant votre Bundestag `20 janvier 1983`, à votre invitation. J'ai dit là ce que je pensais. Mais mon mérite était mince car je n'étais pas venu donner conseil à un peuple ami, le peuple allemand, majeur et capable de décider de lui-même. J'étais venu exprimer ma propre conviction. Pour nous, les conséquences de ce choix n'impliquaient pas un acte de volonté particulière en raison de notre réalité politique d'aujourd'hui. Pour vous, il en fallait beaucoup.

- C'est vrai que je retrouve encore la même volonté politique lorsque vous refusez ce que l'on appelle, dans les termes peu compréhensibles du langage technocratique, le découplage entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique. Et pourtant, j'ai senti dans vos propos que ce refus d'une séparation entre notre allié américain et l'Europe occidentale s'accompagnait du désir de voir l'Europe occidentale constituer autre chose que l'élément faible de cette alliance `Alliance atlantique`. Il serait dangereux de renforcer la solidarité occidentale en ayant l'illusion, du moins d'ici longtemps, qu'elle pourrait se substituer à l'alliance actuelle. Mais il serait aussi dangereux pour l'Europe de s'abandonner à la protection d'un pays extérieur à notre continent. Nous serions à la merci de ses humeurs, et il en a, de ses fantaisies, il n'en manque pas, de ce regard tourné vers un autre océan. Il est extraordinaire de penser que l'Europe, première puissance commerciale du monde, et où se trouve concentré un nombre d'intelligences, d'expériences, de talents, de créations, exceptionnel, considère que la partie est perdue pour elle, que la parole désormais appartient à l'Extrême-Orient ou bien aux Etats-Unis d'Amérique, avec un peu d'admiration, assez d'admiration, pour l'énergie soviétique, tandis que nous ne serions aujourd'hui que des laissés pour compte de l'histoire.\

Notre Europe a autant d'habitants que les deux plus grandes puissances `Etats-Unis ` URSS`. Son passé ne lui garantit pas l'avenir, mais si elle sait surmonter la crise démographique actuelle et si elle sait rassembler ses moyens pour être de plain pied dans les industries modernes de technologie de pointe, alors il n'y a aucune raison, strictement aucune raison pour qu'elle soit distancée. L'amitié à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ne peut se confondre avec la sujétion. C'est vrai de la grande diplomatie, c'est vrai de l'appareil militaire, c'est vrai aussi de l'agriculture. J'imagine le moment où nous sortirions de nos greniers pour envahir le Middle West. A ce moment-là, nous leur ferons des prix, et je vous promets de ne pas vendre au-dessous des cours du marché à l'ensemble des pays américains les produits qui sortiront de nos champs et de nos usines. Je ne demanderai pas à notre flotte d'assurer le monopole des transports. Je ne demanderai pas qu'il y ait au monde une seule compagnie d'aviation capable de produire des avions de ligne.\

J'arrête là. La difficulté, elle est que nous avons des intérêts souvent divergents, de façon

traditionnelle beaucoup plus que par une volonté, disons les choses, la difficulté principale tient au fait que la volonté politique, dont vous êtes monsieur le chancelier, l'un des principaux interprètes, ne peut s'accompagner aisément d'une puissance et d'une réalité militaires. Alors ne rêvons pas de nos débats d'aujourd'hui nous n'arriverons pas à sortir les fondements d'un monde nouveau. Mais quand même, on peut penser qu'en avançant lentement mais sûrement, nous pouvons imaginer la mise en commun de moyens de sécurité suffisants pour que nos peuples reprennent confiance en eux-mêmes.

- Nous n'allons pas bâtir notre sécurité future en détruisant celle dont nous disposons maintenant. J'ai souvent exprimé le voeu que nous sortions de l'Europe de Yalta, mais je ne veux pas que les décombres de l'Europe de Yalta nous écrasent. Il faut donc avancer en ayant le pas assez léger pour que ne s'écroulent pas, à droite et à gauche, les hauts murs qui nous entourent et qui risquent à tout moment de s'écrouler. J'ai entendu ce que vous disiez, monsieur le chancelier, au sujet des véritables intentions de l'Allemagne. Je sais que beaucoup de procès vous sont faits, à vous Allemands, tous ensemble. Mais moi, je crois à votre loyauté, parce que vous êtes tous, ici et ailleurs, des Allemands qui ont rebâti leur pays dans la peine, dans l'effort et surtout dans l'attachement viscéral à des valeurs fondamentales.\

Le génie allemand n'a pas fini d'étonner le monde et je m'en réjouirai dès lors que les démocrates que vous êtes ont su attribuer à leur politique une allure de gens responsables qui aiment d'abord la paix et l'épanouissement des vertus sur lesquelles on bâtit l'avenir. Voilà pourquoi, en terminant cette réponse à un discours important du chancelier Kohl, j'ai voulu émettre un certain nombre de réflexions qui ne composent pas un message ou un programme, mais qui vous indiquent un certain nombre de directions dans lesquelles la France compte, avec vous, s'engager. Nous apprécions, monsieur le chancelier, mesdames et messieurs, votre démarche et nous apprécions vos personnes.

- Nous nous sentons à l'aise avec vous et chez vous et c'est avec amitié, monsieur le chancelier, que je lèverai mon verre à mon tour pour exprimer les voeux qui sont les nôtres pour vous-même et plus encore pour votre pays, pour votre peuple, pour votre histoire.\